

Les nouveaux propriétaires fonciers: Les sociétés d'investissement en tête de la course aux terres agricoles à l'étranger

GRAIN

« Je suis convaincu que la terre va devenir l'un des meilleurs investissements de notre époque. A terme bien sûr, les prix alimentaires atteindront un niveau tel que le marché sera probablement inondé de denrées, suite au développement de nouvelles terres, de nouvelles technologies, ou bien des deux, et le marché haussier disparaîtra. Mais nous n'en sommes pas encore là. » - George Soros, juin 2009

L'accaparement des terres existe depuis des siècles. Il suffit de se rappeler la « découverte » de l'Amérique par Christophe Colomb et l'expulsion brutale des communautés autochtones qu'elle a provoquée, ou encore les colonialistes blancs qui se sont emparés des territoires occupés par les Maori en Nouvelle-Zélande et par les Zoulous en Afrique du Sud. Cette façon extrêmement violente de procéder est encore très répandue aujourd'hui, de la Chine au Pérou. Rares sont les jours où la presse ne fait pas état des luttes pour la terre, tandis que des compagnies minières comme Barrick Gold envahissent les hautes terres d'Amérique du Sud et que les grandes compagnies agroalimentaires comme Dole ou San Miguel escroquent leurs droits fonciers aux petits producteurs philippins. Dans de nombreux pays, des investisseurs privés achètent de vastes espaces pour les transformer en parcs naturels ou en zones protégées. Et partout, la nouvelle industrie des biocarburants, vantée comme une solution au changement climatique, semble s'appuyer sur le principe qu'il faut chasser les gens de leur terres.

Mais ce n'est pas tout ; il se passe aujourd'hui quelque chose de plus étrange . En effet, les deux grandes crises mondiales qui ont éclaté en 2008 – la crise alimentaire et plus largement, la crise financière dont fait partie la crise alimentaire¹ – ont ensemble donné naissance à une nouvelle tendance très inquiétante : l'achat de terres pour délocaliser la production alimentaire.

Au cours des deux dernières années, les investisseurs se sont efforcés de prendre le contrôle des terres agricoles en Asie, en Afrique et en Amérique latine. Au début, durant les premiers mois de 2008, ils parlaient d'obtenir ces terres par souci de « sécurité alimentaire », leur sécurité alimentaire bien sûr. Des responsables des pays du Golfe ont fait le tour du monde à la recherche de vastes zones de terres cultivables qu'ils pourraient acquérir pour y faire pousser du riz destiné à nourrir leur population en

¹ Voir GRAIN, “Crise alimentaire : Le commerce de la faim”, À *Contre-courant*, avril 2008
<http://www.grain.org/article/entries/184-crise-alimentaire-le-commerce-de-la-faim>

expansion, sans avoir à dépendre du marché international. Des Coréens, des Libyens, des Égyptiens et d'autres ont fait de même. Dans la plupart des négociations, des représentants de haut niveau des gouvernements concernés étaient directement impliqués, s'efforçant de mettre en place des arrangements de coopération politique, économique et financière pour enrober les transactions concernant les terres agricoles.

Puis, vers le mois de juillet 2008, la crise financière s'est aggravée et aux côtés des « accapareurs de terres pour la sécurité alimentaire », un autre groupe d'investisseurs a commencé à acheter des terres agricoles dans les pays du Sud : des fonds de couverture, des fonds de capital-investissement, des banques d'investissement et autres, dont beaucoup ont leur siège aux Etats-Unis. Eux ne se soucient pas du tout de sécurité alimentaire : Ils se sont rendu compte qu'il y avait de l'argent à faire en investissant dans l'agriculture, car la population mondiale s'accroît, les prix alimentaires vont très probablement rester élevés pendant longtemps et les terres agricoles sont bon marché. En appliquant quelques compétences en technologie et en gestion à ces nouveaux investissements fonciers, ces nouveaux investisseurs diversifient leurs portefeuilles, se protègent contre l'inflation et garantissent leurs retours sur investissement, tirant parti à la fois des récoltes et de la terre elle-même.

À ce jour, au moins 40 millions d'hectares ont changé de mains ou sont l'objet de négociations, dont 20 millions rien qu'en Afrique. GRAIN a calculé que plus de 100 milliards de dollars ont été mis sur la table pour garantir ces transactions. Même si de temps en temps les gouvernements y mettent du leur, ce sont principalement des sociétés privées qui signent et appliquent ces accords, de connivence avec des responsables du pays hôte. Quoique nous ayons réussi à compiler plusieurs listes de données indiquant l'identité des accapareurs de terres et ce que cachent les transactions, la plus grande partie de l'information reste un secret pour le public, de peur de provoquer des réactions négatives.

Dans ce contexte, et avec tout ce qu'on entend sur la « sécurité alimentaire » et les déclarations déformées des médias (du genre « La Corée du Sud loue la moitié des terres de Madagascar »²), on passe souvent à côté du fait que les principaux acteurs de l'accaparement actuel des terres dans le monde pour la production alimentaire à l'étranger ne sont pas les pays ou les gouvernements, mais de grandes entreprises. L'attention s'est vraiment focalisée sur le rôle d'États comme l'Arabie saoudite, la Chine ou la Corée du Sud, alors qu'en réalité, même si les gouvernements facilitent les accords, ce sont des entreprises privées qui prennent le contrôle de la terre. Et leurs intérêts ne sont tout simplement pas les mêmes que ceux des gouvernements

Prenons un exemple. En août 2009, le gouvernement de l'île Maurice a, par l'intermédiaire du ministère des Affaires étrangères, obtenu un bail à long terme pour 20 000 hectares de terres agricoles fertiles au Mozambique pour y produire du riz pour

² Ce n'était pas la Corée du Sud, mais Daewoo Logistics.

le marché mauricien. Il s'agit bien d'une externalisation de la production alimentaire, cela ne fait aucun doute. Mais ce n'est pas le gouvernement mauricien qui va, au nom du peuple mauricien, cultiver cette terre et rapatrier le riz dans l'île. Le ministère mauricien de l'Agro-industrie a en effet immédiatement sous-loué la terre à deux grandes entreprises : L'une, singapourienne, tient beaucoup à développer des marchés pour ses semences propriétaires de riz hybride en Afrique ; l'autre, du Swaziland, est spécialisée dans la production de bétail, mais aussi engagée dans la production d'agrocultures dans le Sud de l'Afrique).³ C'est une situation tout à fait typique. En d'autres termes, nous devons faire attention de ne pas nous laisser aveugler par le rôle des États, parce qu'en fin de compte, ce sont les intentions des grandes entreprises qui vont se révéler cruciales. Et celles-ci ont à leur disposition pour les aider toute une panoplie d'outils juridiques, financiers et politiques.

Qui plus est, on a tendance à présumer que l'engagement du secteur privé dans l'accapement mondial des terres est le fait d'entreprises agro-industrielles traditionnelles ou de sociétés de plantation, comme Unilever or Dole, et que le but serait tout simplement de poursuivre l'expansion du modèle d'agriculture contractuelle des dernières années. En réalité, on se rend compte que la haute finance, malgré l'indigence de son expérience en agriculture, est devenue un acteur essentiel de cette évolution. Tant et si bien que la phrase « investir dans l'agriculture », nouveau leitmotiv des bureaucrates du développement, n'est pas systématiquement à prendre comme un synonyme de fonds publics. De plus en plus, l'investissement en agriculture devient l'affaire.. du monde de l'argent.

Le rôle du capitalisme financier

GRAIN a tenté de voir qui sont véritablement ces investisseurs du secteur privé qui acquièrent actuellement des terres agricoles dans le monde pour assurer une production alimentaire délocalisée. Il ressort de nos recherches que le rôle du capitalisme financier - fonds et sociétés d'investissement – est absolument considérable. En octobre 2009, nous avons publié un tableau donnant un aperçu de plus de 120 structures d'investissement, récemment créées pour la plupart, qui se démenaient pour acquérir des terres agricoles à l'étranger, suite à la crise financière.⁴ Que leurs projets se soient déjà matérialisés ou qu'ils en soient encore au stade d'objectif, ces sociétés sont engagées à hauteur de dizaines de milliards de dollars. Le tableau n'était pas exhaustif, mais il donnait cependant un échantillon du genre d'entreprise ou d'instrument financier impliqués et les niveaux d'investissement prévus.

3 Voir GRAIN, "Mauritius leads land grabs for rice in Mozambique", *Oryza hybrida*, septembre 2009. <http://www.grain.org/hybridrice/?lid=221> (disponible en anglais et en portugais)

4 Le tableau couvre trois types de structures: les fonds spécialisés, pour la plupart des investissements fonciers agricoles, les sociétés de gestion d'actifs et d'investissement et les investisseurs eux-mêmes impliqués dans la production. Nous avons conscience que cela représente un mélange assez vague mais il était important de garder le tableau le plus simple possible. Voir

(voir tableau)

Les investisseurs privés ne se tournent pas vers l'agriculture pour résoudre le problème de la faim dans le monde ou éliminer la pauvreté rurale. Ce qu'ils veulent, c'est, purement et simplement, faire des bénéfices. Le monde a en effet changé de telle façon qu'on peut maintenant faire une fortune avec des terres agricoles. Les investisseurs savent avec certitude que les besoins alimentaires mondiaux vont continuer à croître, maintenant des prix élevés et fournissant un substantiel retour sur investissement à tous ceux qui ont la mainmise sur les ressources de base nécessaires. Et ces ressources de base, en particulier la terre et l'eau, sont plus que jamais soumises à la surexploitation. Faisant suite à la crise financière, les prétendus investissements alternatifs, comme les infrastructures ou les terres agricoles, font fureur. La terre elle-même est présentée comme offrant une sorte de protection contre l'inflation. Et comme sa valeur ne suit pas les variations des autres actifs comme l'or ou les devises, c'est un moyen pour les investisseurs de diversifier leurs portefeuilles.

Mais il ne s'agit pas seulement de la terre : Nous touchons ici au système de production lui-même. Les investisseurs sont convaincus qu'ils peuvent aller en Afrique, en Asie, en Amérique latine et dans les pays de l'ex-bloc soviétique, consolider leurs holdings, injecter un mélange de technologie, de capital et de compétences de gestion, installer des infrastructures et transformer des fermes sous-exploitées en vastes installations agro-industrielles. « Certains fabriquent des chaussures ou des ordinateurs ; nous, nous produisons des denrées agricoles », déclare Laurence Beltrão Gomes de SLC Agrícola, la plus grosse entreprise agricole du Brésil.

L'objectif des investisseurs est souvent de générer des flux de revenus non seulement à partir des récoltes, mais également à partir de la terre, dont il espèrent voir la valeur augmenter. Comme le dit Susan Payne, DPG de Emergent Asset Management, un fonds d'investissement du Royaume-Uni qui cible les terres agricoles de Mozambique et d'autres pays africains, « La première chose que nous allons faire, c'est de faire de l'argent sur la terre elle-même...Même en étant parfaitement idiots et sans y faire pousser quoi que ce soit, nous pensons que nous ferions de l'argent sur les dix années à venir. »

Nous sommes ici dans la "version multinationale" de la Révolution verte et les ambitions sont fortes : « Mon patron veut créer le premier Exxon Mobil du secteur agricole », explique Joseph Carvin du One World Agriculture Fund d'Altima Partners, lors d'une réunion de juin 2009, rassemblant à New York des investisseurs en agriculture venus du monde entier. Il n'est donc pas surprenant que les gouvernements, la Banque mondiale et les Nations unies, tiennent à s'associer à ce mouvement. Mais ce ne sont pas eux qui mènent la danse.

De plus en plus riches

Les nouveaux propriétaires fonciers qui apparaissent aujourd'hui sont des managers de fonds de capital investissement, des opérateurs spécialisés dans les fonds agricoles, des fonds de couverture, des fonds de pension, des grandes banques et autres. Ils font preuve d'un appétit démesuré et avancent à un rythme effréné, ce qui n'est somme toute pas surprenant, étant donné la bousculade générale pour essayer de sortir de la crise financière. Les données consolidées ne sont pas disponibles mais on peut voir déjà que des milliards de dollars passent dans des acquisitions de terres agricoles liées à un nombre toujours croissant de projets destinés à "faire fortune rapidement". Une partie de ces dollars proviennent de l'argent durement économisés par des enseignants, des fonctionnaires ou des ouvriers dans des pays comme les États-Unis ou le Royaume-Uni. Ce qui veut dire que beaucoup de citoyens ordinaires ont également des intérêts dans cette évolution, qu'ils en soient conscients ou non.

Cela signifie aussi qu'un nouveau lobby, extrêmement puissant et représentant les intérêts des grandes entreprises, est en train de se mettre en place. Il cherche à obtenir des conditions favorables pour faciliter et protéger les investissements agricoles. Il s'agit de se débarrasser de ces lois foncières gênantes qui ferment les possibilités de propriété aux étrangers, d'annuler les restrictions sur les exportations alimentaires en vigueur dans les pays-hôtes et de contourner toutes les réglementations concernant les organismes génétiquement modifiés. Nous pouvons hélas être certains que les grandes entreprises concernées vont travailler main dans la main avec leur propre gouvernement et toutes les banques de développement, afin de réaliser à tout prix leurs objectifs partout dans le monde, en se servant des accords de libre-échange, des traités bilatéraux d'investissement et des conditionnalités imposées par les bailleurs de fonds.

De fait, les gouvernements qui, au Nord comme au Sud, s'efforcent principalement de soutenir l'expansion de leur propre agro-industrie pour répondre à la crise alimentaire, sont également impliqués dans l'accaparement des terres dans le monde. Tous les accords et programmes privilégiés mis en place aujourd'hui dénotent une volonté de restructurer et d'étendre encore ce système alimentaire industriel fondé sur de vastes monocultures gourmandes en capital et destinées à l'exportation. Toutefois, même si tout cela a un air de déjà vu, certains éléments sont nouveaux et différents : Tout d'abord, les infrastructures nécessaires au développement de ce modèle seront mises en place, contrairement à ce qui s'est passé avec la révolution verte. Comme nous pouvons le voir dans le tableau, le développement se fondera sur de nouvelles formes de financement. Troisièmement, il va falloir tenir compte de plus en plus de la concurrence croissante des grandes entreprises et des magnats des pays du Sud. Les compagnies transnationales américaines et européennes comme Cargill, Tyson, Danone et Nestlé, qui avaient l'habitude de faire la loi, se font désormais déborder par

des conglomérats émergents comme COFCO, Olam, Savola, Almarai et JBS.⁵ Un rapport récent de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (la CNUCED) souligne que 40 % de toutes les fusions-acquisitions dans le domaine de la production agricole étaient l'an dernier des transactions Sud-Sud.⁶ Soyons clairs, demain l'industrie alimentaire en Afrique dépendra largement des capitaux en provenance du Brésil, de la Chine et des pays du Golfe.

Comment exporter l'insécurité alimentaire

Étant donné le rôle essentiel joué par le secteur privé dans l'actuel accaparement des terres, il est évident que ces entreprises ne sont pas intéressées par le genre d'agriculture qui pourrait assurer la souveraineté alimentaire. De plus, compte-tenu du fait que la faim dans le monde augmente encore plus vite que la population, cela ne risque pas non plus de résoudre la question de la sécurité alimentaire. Un des leaders de Synergie Paysanne au Bénin considère l'accaparement des terres comme étant essentiellement « une façon d'exporter l'insécurité alimentaire ». Car il s'agit bien ici de répondre aux besoins de certains (besoins de maïs ou d'argent) en privant les autres de leurs moyens de production de nourriture. Il a entièrement raison. Dans la plupart des cas, les investisseurs n'ont aucune expérience en agriculture. Selon le Coordinateur de MASIPAG aux Philippines, on peut s'attendre à ce que ces investisseurs viennent dans le pays, épuisent les éléments biologiques et les substances nutritives des sols avec leur agriculture intensive, et s'en aillent tout simplement après quelques années, laissant derrière eux « un désert » pour les communautés locales.

On pourrait considérer comme une simple excentricité les tractations visant à faire de cet afflux soudain de dollars et de dirhams une sorte de programme destiné à résoudre la crise alimentaire, si ce n'était pas si dangereux. Depuis le siège des Nations unies à New York jusqu'aux coulisses des capitales européennes, on ne parle que d'accords « gagnant-gagnant ». Il suffirait soi-disant de se mettre d'accord sur quelques paramètres permettant de moraliser et de discipliner ces accords sur les acquisitions de terres pour que ceux-ci profitent aux communautés locales, sans effrayer les investisseurs. La Banque mondiale veut même créer un système de certification mondial et un service d'audit pour ce qui pourrait devenir un « accaparement des terres soutenable », dans le genre de ce qui se fait pour les palmiers à huile, l'exploitation forestière et les autres industries extractives.

5 COFCO a son siège en Chine, Olam à Singapour, Savola et Almarai en Arabie Saoudite et JBS au Brésil.

6 *World Investment Report 2009*, UNCTAD, Geneva, September 2009, p. xxvii. La plupart des investissements étrangers directs se font à travers des fusions-acquisitions en français : <http://www.unctad.org/TEMPLATES/Webflyer.asp?docID=11666&intItemID=1634&lang=2>

À l'occasion de sa conférence annuelle sur les questions foncières qui a eu lieu à Washington à la fin avril 2010, la Banque mondiale, ainsi que la FAO, la FIDA et la CNUCED, ont proposé une série de "sept principes" en vue de rendre l'accaparement des terres - ou ce que la Banque nomme "les investissements agricoles à grande échelle" - plus acceptables socialement. L'objectif principal de la Banque à travers ces principes volontaires est de réduire les risques pour les investisseurs ; il s'agit en effet, après tout, d'investissement à hauts risques. Il faut aussi diluer les réactions sociales qui suivent ce genre de transactions chaque fois que celles-ci s'ébruitent et qui commencent à s'organiser pour former un mouvement mondial.

Toutes ces propositions « gagnant-gagnant » ne sont vraiment pas réalistes. Elles promettent la transparence et la bonne gouvernance, comme si les investisseurs étrangers étaient capables de respecter les droits des communautés quand leurs propres gouvernements ne le sont pas. Elles parlent d'emplois et de transferts de technologie, alors que ce n'est pas le problème (c'est d'ailleurs rare que les uns ou les autres se matérialisent). Elles se voilent de termes comme « volontaire », « crainte » et « peut-être » au lieu de « garanti », « confiance » et « réellement ». Et le camp des partisans du gagnant-gagnant est lui-même divisé sur la conduite à tenir en cas de fortes pressions alimentaires dans les pays-hôtes, un scénario plus que plausible. Les pays doivent-ils être autorisés à réduire leurs exportations, même celles qui proviennent des exploitations des investisseurs étrangers ? Ou bien faut-il donner libre cours au présumé libre-échange et aux droits des investisseurs ? Parmi tous les groupes concernés à qui nous avons parlé en Afrique ou en Asie, aucun ne prend cette idée de « gagnant-gagnant » sérieusement.

Si nous regardons qui sont ces investisseurs et ce qu'ils cherchent, il est impossible d'imaginer qu'avec tant d'argent en jeu, avec toute l'expérience sociale qu'ils ont amassée dans le passé à force de concessions et de conversions foncières à grande échelle, que ce soit dans les mines ou dans les plantations, et étant donné le rôle central joué ici par la finance et l'agrobusiness, ces investisseurs se mettent soudain à respecter les règles du fairplay. Il est tout aussi difficile de croire que les gouvernements et les agences internationales vont soudainement pouvoir les responsabiliser.

La question du "gagnant-gagnant" n'est qu'une façon dangereuse de nous détourner du fait que la crise alimentaire actuelle ne peut pas être résolue par l'agriculture industrielle à grande échelle, qui est le modèle poursuivi par presque toutes les acquisitions foncières. Mais les gouvernements, les agences internationales et les grandes entreprises qui font tourner le système alimentaire mondial sont totalement dépourvus d'imagination quand il s'agit de trouver des solutions à la crise alimentaire. Après des décennies de projets de révolution verte et de programmes d'ajustements structurels, nous n'avons jamais eu autant d'affamés sur la planète. Plutôt que de remettre en question le modèle choisi, la Banque mondiale et les autres ont décidé que le seul

moyen de prévenir l'éclatement du système alimentaire mondial était d'aller de l'avant, de suivre l'argent et d'installer partout de grandes exploitations industrielles, en particulier là où elles ne se sont pas encore installées. C'est bien ce que vise l'accapement actuel des terres : l'expansion et l'installation forcée du modèle occidental des chaînes de valeurs mondiales des matières premières. En d'autres termes, augmenter encore la mainmise des grandes entreprises sur la production alimentaire pour l'exportation.

L'accapement des terres dans le monde ne peut donc qu'exacerber la crise alimentaire, avec ou sans « principes » et « directives ». Il promeut une agriculture fondée sur les monocultures à grande échelle, les produits chimiques, les combustibles fossiles et des conditions de travail dignes de l'esclavage. Ce n'est pas cette agriculture qui pourra nourrir la planète ; c'est une agriculture qui nourrit la spéculation pour apporter ses bénéfices à une minorité et encore plus de pauvreté au reste de l'humanité. Alors que le changement climatique nous fait entrer dans une ère de sévère perturbation de la production alimentaire, il n'a jamais été aussi urgent d'établir un système qui garantisse la distribution de la nourriture à tous, selon leurs besoins. Et pourtant, jamais l'offre alimentaire mondiale n'a été aussi prisonnière d'un petit groupe dont les décisions ne sont motivées que par l'argent qu'il espère en tirer pour ses actionnaires.

Bien sûr, nous devons investir. Mais investir dans la souveraineté alimentaire, dans une multitude de marchés locaux et dans les trois milliards de petits producteurs et de travailleurs agricoles qui produisent actuellement la plus grande partie de la nourriture dont dépendent nos sociétés. Et non pas dans une poignée de méga-exploitations aux mains de quelques méga-propriétaires.

Tableau 1. Véhicules d'investissement achetant des terres agricoles en Afrique, en Asie, en Amérique latine et en Europe de l'Est*.

Véhicule d'investissement	Siège social	Participants	Détails
Altima One World Agriculture Fund	Îles Caïman/USA	<ul style="list-style-type: none"> - Altima Partners (Royaume-Uni) - IFC (Banque mondiale) 	<p>Altima One World Agricultural Fund est un fonds de 625 millions de dollars US créé par Altima Partners, un fonds de couverture américain de 3 milliards de dollars, destiné à investir dans les terres et les exploitations agricoles dans les pays émergents. Altima investit dans l'agrobusiness en Amérique latine et dans la région Russie-Ukraine-Kazakhstan (RUK). Trois quarts de son portefeuille concernent des entreprises de production agricole et 25 % des entreprises agricoles cotées en bourse. En février 2009, le bras d'investissement privé de la Banque mondiale, la Société financière internationale (IFI), a annoncé son partenariat avec le fonds d'Altima dans lequel elle a injecté 75 millions de dollars. Altima possède 40 % de la société argentine El Tejar, qui elle-même possède et loue plus de 200 000 ha de terres agricoles en Argentine, au Brésil, en Uruguay, au Paraguay et en Bolivie. El Tejar a l'intention de démarrer la production en Colombie en 2010. En 2009, le Capital Group a investi 150 millions de dollars US dans El Tejar pour prendre une participation de 13 % dans cette société. En mars 2010, El Tejar annoncé son intention de conduire une introduction à la bourse de New York.</p>
APG Investment	Pays-Bas		<p>APG (All Pensions Group) a été mis en place en mars 2008 et est l'un des plus gros gestionnaires d'actifs de fonds de pension du monde, soit environ 217 milliards d'euros des pensions de 2,7 millions de Hollandais. APG a récemment établi un Farmland Fund pour investir dans « des structures qui louent des terres agricoles, ainsi que des structures qui exploitent les terres ». Il a aussi un Forestry Fund, datant de 2007, qui investit à la fois dans les forêts et dans les fermes. Selon le directeur de son fonds agricole, Frank Asselbergs, « quand nous parlons d'investir dans des fermes, n'allez pas vous imaginer qu'il s'agit d'une petite exploitation hollandaise pittoresque dont vous pouvez faire le tour en tracteur en moins d'une heure. Ce sont d'énormes parcelles de terrain, situées principalement en Amérique latine. Et elles ne sont pas gérées par un agriculteur que nous embaucherions, mais par des sociétés professionnelles. Nous avons récemment acheté une exploitation de la taille de la région de Veluwe aux Pays-Bas. Cela fait des milliers d'hectares. Nous sommes actifs en Uruguay, au Paraguay, au Brésil et en Argentine. Nous sommes au cœur de l'avenir de l'agriculture. Nous avons aussi des fermes en Australie et nous nous intéressons maintenant à d'autres régions du monde. Y compris l'Europe. »</p>

Véhicule d'investissement	Siège social	Participants	Détails
BKK Partners	Australie	- Indochina Gateway Capital Ltd (Cambodge)	BKK prévoit d'investir 600 millions de dollars US au Cambodge, pour y produire du riz, des bananes et du sucre. L'entreprise est en cours de négociations avec le gouvernement cambodgien et a déjà commencé à regarder des sites potentiels.
Calyx Agro	Argentine	- Louis Dreyfus (France) - AIG (USA)	Louis Dreyfus est l'un des plus grands négociants de céréales du monde. Il a établi le fonds Calyx Agro en 2007 pour acquérir des terres agricoles au sud de l'Amérique latine. Louis Dreyfus Commodities possède déjà plus de 60 000 ha de terres agricoles au Brésil, auxquels il a consacré 120 millions de dollars US. AIG a investi 65 millions de dollars dans le fonds en 2008. Le fonds a pour objectif d'identifier, d'acquérir, de développer, de convertir et de vendre des terres agricoles au Brésil, en Argentine, en Uruguay et au Paraguay. Louis Dreyfus investit également dans des terres africaines et ukrainiennes.

Véhicule d'investissement	Siège social	Participants	Détails
Citadel Capital	Égypte	Les principaux investisseurs et family offices d'Égypte, du Conseil de coopération des pays du Golfe et d'Afrique du Nord	Citadel Capital est spécialisé dans le capital investissement au Moyen Orient et en Afrique du Nord et contrôle plus de 8,3 milliards de dollars US. En 2008, Citadel a créé un fonds intitulé Sabina qui gère les investissements agricoles de Citadel Capital près de Kosti, dans l'État du Nil blanc au Soudan, où il a obtenu une tenure à bail de 99 ans sur une parcelle de terre fertile de 255 000 feddans (soit 107 000 ha) dont 37 kilomètres sont situés directement sur le Nil. Une partie des terres ont été allouées spécifiquement à la culture de la canne à sucre et le reste est destiné à une variété de cultures. Quelque 32 000 feddans (13 440 ha) sont déjà cultivés. La parcelle est à proximité d'un port fluvial appartenant à Keer Marine, un des investissements de Citadel Capital. Citadel dit considérer aussi des investissements en Ouganda, au Kenya et en Éthiopie. Citadel est propriétaire du plus grand producteur laitier égyptien, Dina Farms, (11,000 vaches). Il prévoit de doubler son cheptel en 3 à 5 ans. Dina Farms est une filiale de Gozour Holding Company, une société établie par Citadel avec d'autres investisseurs de la région.
Emergent Asset Management	Royaume-Uni	Toronto Dominion Bank (Canada)	Emergent gère un fonds foncier africain (Africa Agricultural Land Fund), avec des bureaux à Pretoria et à Londres. Depuis juin 2009, Emergent a le contrôle de plus de 150 000 ha en Angola, en Mozambique, en Afrique du Sud et au Zimbabwe.
International Farmland Holdings / Adeco Agropecuaria	USA/Argentine	<ul style="list-style-type: none"> - George Soros (USA) - Pampa Capital Management (Royaume-Uni) - Halderman (USA) 	International Farmland Holdings, connu également sous le nom d'Adeco, est une société d'investissements agricoles créée par Alejandro Quentin et le Soros Fund Management. Il a investi plus de 600 millions de dollars US en Argentine, au Brésil et en Uruguay pour acquérir 263 000 ha de terres agricoles.
Jarch Capital	Iles Vierges	Philippe Heilberg et autres riches particuliers américains	En 2009, Jarch a pris une participation de 70 % dans la société soudanaise Leac for Agriculture and Investment et pris à bail environ 400 000 ha de terres au Soudan du Sud, terres revendiquées par le Général Paulino Matip de l'Armée populaire de libération du Soudan. Peu après, Jarch a annoncé son intention de louer 400 000 ha supplémentaires en Afrique d'ici la fin de 2009.
NCH Agribusiness Partners	USA	NCH Capital (USA)	NCH Capital gère plus de 3 milliards de dollars US de dotations pour les universités, de fonds de pensions privés et publics, de fondations et de family offices. Il a un fonds d'agrobusiness de 1,2 milliard de dollars US spécialisé dans l'acquisition de fermes en Europe de l'Est. En Ukraine, NCH contrôle et gère un portefeuille sur plus de 350 000 ha.

Véhicule d'investissement	Siège social	Participants	Détails
			En Russie, NCH a plus de 80 000 ha.
Pharos Miro Agricultural fund	Emirats Arabes Unis (EAU)	<ul style="list-style-type: none"> - Pharos Financial Group (Russie) - Miro Holding International (Royaume-Uni) 	Pharos Miro Agricultural Fund est un fonds de 350 millions de dollars, spécialisé initialement dans la culture du riz en Afrique et dans la production de céréales en Europe de l'Est et dans les anciennes républiques soviétiques. Il est en train d'obtenir un bail de 98 ans sur 50 000 ha de terres agricoles en Tanzanie pour y produire du riz.
Teachers Insurance and Annuity Association, College Retirement Equities Fund (TIAA-CREF)	USA	COSAN (Brésil)	TIAA-CREF est le plus gros gestionnaire américain de fonds de pensions. Il aurait investi 340 millions de dollars US dans des terres américaines. TIAA-CREF a aussi créé un holding au Brésil, Mansilla, qui a investi 150 millions de dollars dans le fonds foncier de COSAN, Radar Propriedades Agricolas, en 2008. Radar achète des terres agricoles pour les convertir à la production de canne à sucre et dans un but de spéculation. Ce fonds appartient pour 81,1 % à TIAA-CREF, mais il est entièrement aux mains de COSAN, le plus gros producteur de sucre du Brésil et l'un des plus gros producteurs mondiaux. Radar a dépensé les premiers 200 millions de dollars qu'il avait levés en quatre mois et vient d'en lever encore 200. Son portefeuille comporte 2 000 fermes.
Tiris Euro Arab	EAU		En novembre 2009, la société d'investissement Tiris, basée à Abu Dhabi, a signé un contrat avec le gouvernement du Maroc, pour prendre à bail jusqu'à 700 000 ha de terres agricoles près de la ville de Guelmin, au sud-ouest du pays. Elle prévoit d'investir 44 millions de dollars dans ce projet et d'exporter la production vers le Moyen-Orient et l'Europe.

Véhicule d'investissement	Siège social	Participants	Détails
Feronia Inc	Canada	TriNorth Capital Inc. (Canada)	<p>TriNorth est une société d'investissement canadienne gérée par Lawrence Asset Management Inc. Sa filiale Feronia Inc. a été créée pour investir dans la production agricole et les usines de transformation en Afrique du Sud, en Ouganda, au Zimbabwe et en République démocratique du Congo (RDC). Elle travaille avec des experts brésiliens pour développer des plantations de soja, de tournesol, de palmiers à huile et autres sur des terres acquises en Afrique. En septembre 2009, elle a acquis une plantation de 100 000 ha en RDC, en achetant Plantations et Huileries du Congo S.C.A.R.L. TriNorth est également propriétaire du Wild Horse Group qui achète et consolide des terres agricoles au Canada et « a l'intention de devenir l'un des plus grands propriétaires et exploitants canadiens de terres irriguées au Saskatchewan ».</p>

** Ce tableau est un extrait d'un tableau plus complet compilé par GRAIN en octobre 2009. Certaines informations ont été rajoutées.*